

Situation Mensuelle de l'Etat



Janvier 2018



 DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Synthèse	2
Faits marquants	2
Chiffres clés	4
Solde d'exécution budgétaire	5
Dépenses	6
Dépenses du budget général par titres et catégories	6
Dépenses du budget général par missions et programmes	7
Recettes	10
Recettes fiscales du budget général	10
Recettes non fiscales du budget général	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	14
Opérations des comptes spéciaux	15
Données patrimoniales	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	16
Dette financière de l'Etat	17
Notes méthodologiques	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -10,756 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin janvier 2018 s'élève à -10,756 Md€ contre -5,396 Md€ à fin janvier 2017. Cette évolution (-5,360 Md€) s'explique par une hausse des dépenses nettes de

0,619 Md€, une augmentation des recettes nettes de 0,623 Md€ et une variation du solde des comptes spéciaux de -5,362 Md€.

Dépenses du budget général (nettes de R et D*) : 29,518 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 6,133 Md€, dont 2,782 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » et 1,803 Md€ au titre du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » ;

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 4,426 Md€, principalement au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » (3,138 Md€) ;

✓ Mission **Défense** : 4,398 Md€, dont 2,096 Md€ au titre du programme « Soutien de la politique de la Défense » et 1,461 Md€ au titre du programme « Equipement des forces » ;

✓ Mission **Cohésion des territoires** : 1,767 Md€, principalement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (1,746 Md€) ;

✓ Mission **Sécurité** : 1,653 Md€, dont 0,857 Md€ au titre du programme « Police nationale » et

0,762 Md€ au titre du programme « Gendarmerie nationale » ;

✓ Mission **Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation** : 1,623 Md€, principalement au titre du programme « Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant » (1,615 Md€) ;

✓ Mission **Ecologie, développement et mobilité durables** : 1,363 Md€, notamment au titre du programme « Service public de l'énergie » (0,542 Md€) ;

✓ Mission **Travail et emploi** : 1,254 Md€, principalement au titre du programme « Accès et retour à l'emploi » (0,888 Md€) ;

✓ Mission **Solidarité, insertion et égalité des chances** : 1,166 Md€, principalement au titre du programme « Handicap et dépendance » (0,945 Md€).

Les dépenses nettes à fin janvier 2018 s'élèvent à 29,518 Md€ contre 28,899 Md€ à fin janvier 2017. Cette évolution (+0,619 Md€) résulte notamment de la hausse des dépenses d'intervention (+0,872 Md€, essentiellement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » en raison d'une modification

d'échéancier de versement) et des dépenses d'investissement (+0,340 Md€), compensée en partie par la baisse des dépenses de fonctionnement (-0,457 Md€), principalement au titre des missions « Recherche et enseignement supérieur » et « Défense ».

Recettes du budget général (nettes de R et D*) : 21,557 Md€

Les principales recettes du mois (nettes de R et D*)

TVA : 17,199 Md€ ;

IR : 4,902 Md€ ;

Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes : 3,371 Md€, dont 1,389 Md€ au titre des autres taxes intérieures (majoritairement au titre de la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité) et 0,836 Md€ de droits de mutations à titre gratuit par décès ;

Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques : 1,282 Md€ ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -2,406 Md€, dont -2,060 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement (DGF) ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -1,693 Md€

* nettes de R et D : nettes de remboursements et dégrèvements



Recettes fiscales (nettes de R et D*) : 25,221 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin janvier 2018 s'élèvent à 25,221 Md€ contre 24,539 Md€ à fin janvier 2017. Cette évolution (+0,682 Md€) s'explique notamment par les hausses des recettes de TICPE pour 0,879 Md€, des droits d'enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes pour 0,400 Md€ et d'IS net pour 0,363 Md€.

Cette augmentation est partiellement compensée par des remboursements et dégrèvements plus élevés de 1,246 Md€ par rapport à janvier 2017, majoritairement les dégrèvements et restitutions de sommes indûment perçues d'autres impôts directs et taxes assimilées.

Recettes non fiscales : 0,345 Md€

Les recettes non fiscales à fin janvier 2018 s'élèvent à 0,345 Md€ contre 0,393 Md€ à fin janvier 2017.

L'ensemble des lignes de recettes reste stable, ce qui explique cette variation contenue (-0,048 Md€).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -4,099 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à -4,099 Md€ à fin janvier 2018 contre -4,482 Md€ à fin janvier 2017. Cette évolution (+0,383 Md€) s'explique notamment par de moindres prélèvements au profit des collectivités territoriales (+0,507 Md€), en particulier

au titre de la DGF (+0,502 Md€) conformément à la LFI 2018.

Cette baisse est partiellement compensée par des prélèvements au profit de l'Union européenne en légère hausse (-0,123 Md€).

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -2,794 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 8,471 Md€ et des recettes d'impôts locaux pour 3,598 Md€.

Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » présente des dépenses pour 0,242 Md€ et des recettes pour 0,406 Md€.

A fin janvier 2018, le solde des comptes spéciaux s'établit à -2,794 Md€ contre 2,568 Md€ à fin janvier 2017.

Cette variation (-5,362 Md€) s'explique essentiellement par la diminution du solde des comptes de commerce (-4,018 Md€, principalement le compte « Soutien financier au commerce extérieur » en baisse

Des recettes sont constatées au compte « **Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs** » pour 0,298 Md€ (essentiellement au titre de la taxe sur le résultat des entreprises ferroviaires).

de -3,954 Md€ en raison du versement du solde du compte de la COFACE en 2017) et des comptes d'affectation spéciale (-1,423 Md€, essentiellement le compte « Participations financières de l'Etat » en baisse de 1,238 Md€ en raison de la cession de titres ENGIE en 2017).

Dette financière de l'Etat au 31 janvier : 1 715,456 Md€

Les principaux flux nets positifs enregistrés au cours du premier mois de l'année concernent les OAT (émissions

nettes de remboursements de 17,671 Md€) et les BTF (émissions nettes de 4,494 Md€).



	Mois	Cumul à fin janvier		Renvoi Page	
	Janvier	2018	2017 retraité 2017 exécuté		
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-10 756	-10 756	-5 396	-5 396	5
Dépenses du budget général (nettes de R et D)	29 518	29 518	28 899	28 899	6
Recettes du budget général (nettes de R et D)	21 557	21 557	20 934	20 934	10
Principales recettes fiscales (nettes de R et D)					
- IR	4 902	4 902	4 994	4 994	
- IS *	-149	-149	-512	-512	
- TVA	17 199	17 199	17 128	17 128	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-2 794	-2 794	2 568	2 568	15
DONNEES PATRIMONIALES					
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-1 999	105 076			16
Dette financière de l'Etat	22 155	1 715 456			17

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés



	Mois	Cumul à fin janvier		
	Janvier	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	992	992	991	991
Dépenses de personnel	11 260	11 260	11 399	11 399
Dépenses de fonctionnement	6 094	6 094	6 551	6 551
Charges de la dette de l'Etat	231	231	220	220
Dépenses d'investissement	1 499	1 499	1 159	1 159
Dépenses d'intervention	9 357	9 357	8 485	8 485
Dépenses d'opérations financières	85	85	94	94
Total des dépenses (nettes de R et D) (I)	29 518	29 518	28 899	28 899
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	25 221	25 221	24 539	24 539
Recettes non fiscales	345	345	393	393
Prélèvements sur recettes	-4 099	-4 099	-4 482	-4 482
Fonds de concours	89	89	484	484
Total des recettes (nettes de R et D) (II)	21 557	21 557	20 934	20 934
Total des recettes (nettes de R et D, hors prélèvements sur recettes)	25 656	25 656	25 417	25 417
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-7 961	-7 961	-7 965	-7 965
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	2 106	2 106	3 529	3 529
Solde des comptes de concours financiers	-5 012	-5 012	-5 081	-5 081
Solde des comptes de commerce	101	101	4 119	4 119
Solde des comptes d'opérations monétaires	-7	-7	1	1
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-2 794	-2 794	2 568	2 568
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-10 756	-10 756	-5 396	-5 396



	Mois	Cumul à fin janvier		
	Janvier	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	11 260	11 260	11 399	11 399
Rémunérations d'activité	6 298	6 298	6 183	6 183
Cotisations et contributions sociales	4 911	4 911	5 169	5 169
Prestations sociales et allocations diverses	52	52	48	48
AUTRES TITRES	18 258	18 258	17 500	17 500
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	992	992	991	991
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	6 094	6 094	6 551	6 551
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 778	1 778	2 038	2 038
Subventions pour charges de service public	4 317	4 317	4 513	4 513
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	231	231	220	220
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	231	231	220	220
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 499	1 499	1 159	1 159
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 046	1 046	778	778
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	453	453	381	381
Titre 6 - Dépenses d'intervention	9 357	9 357	8 485	8 485
Transferts aux ménages	5 363	5 363	4 627	4 627
Transferts aux entreprises	1 038	1 038	1 082	1 082
Transferts aux collectivités territoriales	372	372	347	347
Transferts aux autres collectivités	2 577	2 577	2 425	2 425
Appels en garantie	7	7	5	5
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	85	85	94	94
Prêts et avances	1	1	6	6
Dotations en fonds propres	9	9	6	6
Dépenses de participations financières	76	76	81	81
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	29 518	29 518	28 899	28 899



Mois de janvier	Cumul à fin janvier 2018		Cumul à fin janvier 2017 retraité	
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés
unité : million d'€				
ACTION ET TRANSFORMATION PUBLIQUES ⁽¹⁾	0	0	0	0
Rénovation des cités administratives et autres sites domaniaux multi-occupants ⁽¹⁾	0	0	0	0
Fonds pour la transformation de l'action publique ⁽¹⁾	0	0	0	0
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	562	346	562	346
Action de la France en Europe et dans le monde	210	143	210	143
Diplomatie culturelle et d'influence	262	116	262	116
Français à l'étranger et affaires consulaires	89	86	89	86
Présidence française du G7 ⁽¹⁾	0	0	0	0
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	214	211	214	211
Administration territoriale	135	126	135	126
Vie politique, culturelle et associative	1	0	1	0
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	78	84	78	84
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	317	217	317	217
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture ⁽²⁾	238	142	238	142
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	30	28	30	28
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	49	46	49	46
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	399	475	399	475
Aide économique et financière au développement	0	76	0	76
Solidarité à l'égard des pays en développement	399	399	399	399
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	1 697	1 623	1 697	1 623
Liens entre la Nation et son armée	3	1	3	1
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	1 671	1 615	1 671	1 615
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	22	7	22	7
COHESION DES TERRITOIRES ⁽³⁾	13 797	1 767	13 797	1 767
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	0	0	0	0
Aide à l'accès au logement	13 811	1 746	13 811	1 746
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	-15	1	-15	1
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	-10	3	-10	3
Interventions territoriales de l'Etat	-2	3	-2	3
Politique de la ville	14	14	14	14
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	95	86	95	86
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	37	29	37	29
Conseil économique, social et environnemental	40	40	40	40
Cour des comptes et autres juridictions financières	18	17	18	17
Haut Conseil des finances publiques	0	0	0	0
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0
CULTURE	273	123	273	123
Patrimoines	134	40	134	40
Création	23	9	23	9
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	116	75	116	75
DEFENSE	3 406	4 398	3 406	4 398
Environnement et prospective de la politique de défense	69	150	69	150
Préparation et emploi des forces	901	691	901	691
Soutien de la politique de la défense	2 132	2 096	2 132	2 096
Equiperment des forces	305	1 461	305	1 461
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	67	71	67	71
Coordination du travail gouvernemental	44	32	44	32
Protection des droits et libertés	13	13	13	13
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	10	26	10	26



unité : million d'€	Mois de janvier		Cumul à fin janvier 2018		Cumul à fin janvier 2017 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	1 502	1 363	1 502	1 363	1 362
Infrastructures et services de transports	76	200	76	200	225
Affaires maritimes ⁽²⁾	61	11	61	11	8
Paysages, eau et biodiversité	2	3	2	3	20
Expertise, information géographique et météorologie	121	120	121	120	74
Prévention des risques	6	16	6	16	7
Energie, climat et après-mines	92	91	92	91	95
Service public de l'énergie	708	542	708	542	576
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	438	381	438	381	357
ECONOMIE	224	88	224	88	77
Développement des entreprises et régulations ⁽²⁾	179	43	179	43	36
Plan "France Très haut débit"	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	31	33	31	33	28
Stratégie économique et fiscale	14	12	14	12	12
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	273	273	273	273	342
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	231	231	231	231	220
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	7	7	7	7	5
Epargne	35	35	35	35	0
Majoration de rentes	0	0	0	0	117
Dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	6 326	6 133	6 326	6 133	5 981
Enseignement scolaire public du premier degré	1 806	1 803	1 806	1 803	1 778
Enseignement scolaire public du second degré	2 790	2 782	2 790	2 782	2 709
Vie de l'élève	621	532	621	532	511
Enseignement privé du premier et du second degrés	780	767	780	767	762
Soutien de la politique de l'éducation nationale	206	155	206	155	142
Enseignement technique agricole	123	93	123	93	78
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	1 131	932	1 131	932	910
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	881	711	881	711	696
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	98	105	98	105	102
Facilitation et sécurisation des échanges	122	111	122	111	107
Fonction publique	30	6	30	6	5
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	197	128	197	128	123
Immigration et asile	150	128	150	128	122
Intégration et accès à la nationalité française	47	0	47	0	0
INVESTISSEMENTS D'AVENIR	0	0	0	0	0
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	0	0	0	0
Valorisation de la recherche	0	0	0	0	0
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	0	0
JUSTICE	795	745	795	745	777
Justice judiciaire	297	301	297	301	333
Administration pénitentiaire	240	246	240	246	253
Protection judiciaire de la jeunesse	87	49	87	49	53
Accès au droit et à la justice	124	123	124	123	112
Conduite et pilotage de la politique de la justice	47	25	47	25	26
Conseil supérieur de la magistrature	0	1	0	1	1
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	64	65	64	65	35
Presse et médias	64	65	64	65	35
Livre et industries culturelles	0	0	0	0	0
OUTRE-MER	19	24	19	24	28
Emploi outre-mer	20	15	20	15	14
Conditions de vie outre-mer	-1	10	-1	10	14



Mois de janvier	Cumul à fin janvier 2018		Cumul à fin janvier 2017 retraité		
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	
unité : million d'€					
POUVOIRS PUBLICS	992	992	992	992	991
Présidence de la République	103	103	103	103	100
Assemblée nationale	518	518	518	518	518
Sénat	324	324	324	324	324
La Chaîne parlementaire	35	35	35	35	35
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	12	12	12	12	14
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	1	1	1	1	1
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	19 774	4 426	19 774	4 426	4 547
Formations supérieures et recherche universitaire	12 412	3 138	12 412	3 138	3 105
Vie étudiante	664	249	664	249	265
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	4 118	190	4 118	190	209
Recherche spatiale	1 567	586	1 567	586	407
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	914	205	914	205	505
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	64	36	64	36	39
Recherche duale (civile et militaire)	13	0	13	0	0
Recherche culturelle et culture scientifique	0	0	0	0	0
Enseignement supérieur et recherche agricoles	22	22	22	22	17
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	5 078	932	5 078	932	976
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	3 078	616	3 078	616	606
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	756	89	756	89	69
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	1 243	226	1 243	226	301
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	-121	0	-121	0	3
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	-103	0	-103	0	0
Concours spécifiques et administration	-19	0	-19	0	3
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	7 171	7 156	7 171	7 156	5 910
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	6 614	6 599	6 614	6 599	5 455
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	557	557	557	557	455
SANTE	34	14	34	14	2
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	34	14	34	14	2
Protection maladie	0	0	0	0	0
SECURITES	2 120	1 653	2 120	1 653	1 499
Police nationale	966	857	966	857	793
Gendarmerie nationale	808	762	808	762	674
Sécurité et éducation routières	1	2	1	2	2
Sécurité civile	345	33	345	33	29
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	15 749	1 166	15 749	1 166	1 148
Inclusion sociale et protection des personnes	5 649	2	5 649	2	0
Handicap et dépendance	9 443	945	9 443	945	927
Egalité entre les femmes et les hommes	0	0	0	0	1
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	657	219	657	219	220
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	594	14	594	14	37
Sport	102	8	102	8	26
Jeunesse et vie associative	436	3	436	3	11
Jeux olympiques et paralympiques 2024 ⁽¹⁾	56	3	56	3	0
TRAVAIL ET EMPLOI	2 235	1 254	2 235	1 254	1 263
Accès et retour à l'emploi	2 066	888	2 066	888	913
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	117	311	117	311	296
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	-1	0	-1	0	1
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	53	54	53	54	53
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	84 985	36 674	84 985	36 674	34 809
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	77 813	29 518	77 813	29 518	28 899

(1) Création en LFI 2018

(2) Changement de libellé en LFI 2018

(3) Regroupement des missions "Egalité des territoires et logement" et "Politique des territoires" supprimées en LFI 2018



	Mois		Cumul à fin janvier	
	Janvier	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	5 192	5 192	5 152	5 152
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	140	140	122	122
Impôt sur les sociétés (C)	1 050	1 050	951	951
Impôt sur les sociétés	1 032	1 032	934	934
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	18	18	17	17
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	385	385	341	341
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	135	135	129	129
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	65	65	82	82
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière ⁽²⁾	132	132	83	83
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	0	1	1
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	0	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	1	1	1
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	1	1	3	3
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	11	11	7	7
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	0	0	0
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0
Prélèvements de solidarité ⁽¹⁾	4	4	0	0
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	1	1
Recettes diverses	34	34	34	34
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 282	1 282	403	403
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	20 958	20 958	20 511	20 511
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	3 371	3 371	2 971	2 971
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	74	74	73	73
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	16	16	18	18
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	3	3	4	4



	Mois		Cumul à fin janvier	
	Janvier	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	326	326	176	176
Mutations à titre gratuit par décès	836	836	774	774
Contribution de sécurité immobilière	78	78	63	63
Autres conventions et actes civils	45	45	47	47
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	47	47	34	34
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	14	14	9	9
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	14	14	15	15
Timbre unique	41	41	44	44
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	1 389	1 389	1 297	1 297
Autres droits et recettes accessoires	6	6	0	0
Amendes et confiscations	4	4	3	3
Taxe générale sur les activités polluantes	21	21	1	1
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	5	5	9	9
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	0	0
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	8	8	8	8
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	4	4	4
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	0	0	0
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	0	0	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	1	1	0	0
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	168	168	186	186
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	47	47	46	46
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	35	35	34	34
Prélèvement sur les paris sportifs	32	32	17	17
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	5	5	5	5
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	123	123	85	85
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0
Autres taxes	27	27	17	17
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	32 377	32 377	30 450	30 450
TOTAL RECETTES FISCALES (nettes de remb. et dégrèv.)	25 221	25 221	24 539	24 539



	Mois		Cumul à fin janvier	
	Janvier	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	0	0	0	0
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits du domaine de l'Etat (B)	38	38	73	73
Revenus du domaine public non militaire	11	11	10	10
Autres revenus du domaine public	1	1	26	26
Revenus du domaine privé	24	24	1	1
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	0	0	31	31
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	1	1	5	5
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	1	1	1	1
Produits de la vente de biens et services (C)	82	82	66	66
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	1	1	0	0
Autres frais d'assiette et de recouvrement	79	79	62	62
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	0	3	3
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	0	0	0
Autres recettes diverses	1	1	0	0
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	14	14	16	16
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	1	1	2	2
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	0	0	0
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	0	0
Intérêts des autres prêts et avances	0	0	2	2
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	11	11	5	5
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	2	2	7	7



	Mois	Cumul à fin janvier		
	Janvier	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	83	83	89	89
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	45	45	45	45
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	0	0	6	6
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	0	0	1	1
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire du Trésor	0	0	1	1
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	35	35	35	35
Frais de poursuite	1	1	1	1
Frais de justice et d'instance	1	1	1	1
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	0	0	0
Divers (F)	129	129	149	149
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	2	2	2	2
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	13	13	9	9
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	1	1	1
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	0	0	0
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	1	1	1
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	0	0	0
Récupération d'indus	1	1	3	3
Recouvrements après admission en non-valeur	11	11	11	11
Divers versements de l'Union européenne	0	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	6	6	2	2
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	2	2	8	8
Recettes diverses en provenance de l'étranger	2	2	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	49	49	38	38
Produits divers	1	1	51	51
Autres produits divers	39	39	24	24
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	345	345	393	393



	Mois		Cumul à fin janvier	
	Janvier	2018	2017 retraité	2017 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-2 406	-2 406	-2 913	-2 913
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 060	-2 060	-2 562	-2 562
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-1	-1	-1	-1
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-94	-94	-69	-69
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-1	-1	-2	-2
Dotation élu local	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	0	0
Dotation départementale d'équipement des collèges	0	0	0	0
Dotation régionale d'équipement scolaire	0	0	0	0
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	0	0
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-251	-251	-272	-272
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	0	0	0
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	0	0	-7	-7
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	0	0	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	0	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 693	-1 693	-1 570	-1 570
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-4 099	-4 099	-4 482	-4 482
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	80	80	479	479
Fonds de concours - coopération internationale	9	9	5	5
TOTAL FONDS DE CONCOURS	89	89	484	484



unité : million d'€.

	Mois de janvier		Cumul à fin janvier					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2018	2017 exécuté	2018	2017 exécuté	2018	2017 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	4 693	6 799	4 693	4 868	6 799	8 397	2 106	3 529
Aides à l'acquisition de véhicules propres	0	50	0	0	50	38	50	38
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	8	100	8	4	100	105	93	100
Développement agricole et rural	0	3	0	0	3	2	3	2
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	0	31	0	0	31	31	31	31
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	25	0	0	25	2	25	2
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	15	36	15	1	36	25	22	24
Participation de la France au désendettement de la Grèce	0	0	0	0	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	0	3	0	0	3	1 241	3	1 241
Pensions	4 671	6 252	4 671	4 594	6 252	6 126	1 581	1 533
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	298	0	0	298	316	298	316
Transition énergétique	0	0	0	270	0	511	0	241
Comptes de concours financiers	8 821	3 809	8 821	8 650	3 809	3 569	-5 012	-5 081
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	0	0	0	8	0	8
Avances à l'audiovisuel public	325	207	325	328	207	194	-118	-134
Avances aux collectivités territoriales	8 471	3 598	8 471	8 306	3 598	3 366	-4 873	-4 940
Prêts à des Etats étrangers	26	4	26	17	4	2	-22	-15
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes de commerce	393	494	393	508	494	4 627	101	4 119
Approvisionnement de L'Etat et des forces armées en produits pétroliers, biens et services complémentaires	39	7	39	26	7	15	-32	-11
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	11	13	11	10	13	14	2	4
Couverture des risques financiers de l'Etat	1	1	1	1	1	1	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	4	56	4	18	56	38	52	20
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	242	406	242	249	406	484	164	235
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	2	3	2	2	3	4	1	2
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	2	2	2	2	2	3	0	1
Renouvellement des concessions hydroélectriques	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur	92	6	92	200	6	4 068	-86	3 868
Comptes d'opérations monétaires	71	64	71	0	64	1	-7	1
Emission des monnaies métalliques	2	13	2	0	13	1	11	1
Opérations avec le Fonds Monétaire International	69	51	69	0	51	0	-18	0
Pertes et bénéfices de change	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL COMPTES SPECIAUX	13 978	11 166	13 978	14 027	11 166	16 595	-2 812	2 568
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	13 909	11 115	13 909	14 027	11 115	16 595	-2 794	2 568



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2017	Flux nets de l'année	Solde à fin janvier 2018
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	431	-9	422
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	11	-1	10
	La Poste	0	0	0
	Divers organismes à caractère financier	429	61	489
	Total organismes à caractère financier	870	51	922
	CEPL			
	Régions	2 304	486	2 790
	Départements	6 292	-856	5 436
	Communes	24 371	-931	23 441
	HLM	343	-77	266
	Autres	23 822	-688	23 134
	Total CEPL	57 132	-2 066	55 067
	Etablissements publics de santé	5 103	59	5 162
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	11 416	1 003	12 419
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	4 209	-304	3 905
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	3 232	2 110	5 343
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	1 171	-346	826
	Total établissements publics nationaux	20 029	2 463	22 492
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	9 155	807	9 962	
Union européenne	3 767	-2 412	1 355	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	56	4	60	
GIP	780	-36	745	
EPL	2 371	237	2 608	
Autres correspondants	7 745	-1 056	6 688	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	49	-49	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	11 001	-900	10 101	
Total Dépôts de fonds du Trésor	107 058	-1 996	105 061	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	18	-3	15
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	0	0	0
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0
	Total Comptes à terme	18	-3	15
Total Passif (A)		107 076	-1 999	105 076
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0
Total Actif (B)		0	0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		107 075	-1 999	105 076



	Solde au 31/12/2017	Flux nets de l'année	Solde à fin janvier 2018
unité : million d'€.			
Titres négociables (A)	1 686 132	22 165	1 708 297
Titres négociables à moyen et long terme	1 559 659	17 671	1 577 330
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	1 559 659	17 671	1 577 330
<i>dont - taux fixe</i>	1 357 885	15 455	1 373 340
<i>- taux variable</i>	181 658	2 159	183 817
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont - taux fixe</i>	0	0	0
<i>- taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	126 473	4 494	130 967
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	126 473	4 494	130 967
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	7 169	-10	7 159
TOTAL (A+B+C)	1 693 301	22 155	1 715 456



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2017 exécutés » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2017 retraité » sont, à ce stade, identiques aux données « 2017 exécuté ». Ces chiffres seront corrigés, ultérieurement, des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI 2018.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Dépôts de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R et D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante.

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat : ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde ; les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

Dette financière de l'Etat

Le tableau de la dette financière ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations.